

Vers la liquidation de l'ex-Toupargel, 1 600 emplois bientôt supprimés

En redressement judiciaire depuis novembre 2022, l'entreprise renommée Place du Marché devrait être liquidée ce mercredi

11 janvier.

Source AFP



Publié le 11/01/2023 à 07h35



🕒 Temps de lecture : 3 min

[Je m'abonne à 1€ le 1er mois](#)

La société de livraison à domicile de produits alimentaires Place du Marché (ex-Toupargel), qui compte 1 600 salariés, devrait être liquidée mercredi 11 janvier, un des plus importants plans sociaux de ces derniers mois, marquant l'essoufflement d'un modèle.

le service clients de l'entreprise ne laisse guère de doute sur l'issue de l'audience du tribunal de commerce de Lyon, mercredi, à laquelle sont attendus des salariés venus de toute la France. Les mandataires judiciaires, de source syndicale, ont eux aussi annoncé lors d'un Comité social et économique (CSE) au siège social de Civrieux-d'Azergues (Rhône) une semaine plus tôt qu'ils passeraient bientôt au statut de « liquidateurs judiciaires ».

Lors de cette même réunion, la direction du groupe, en redressement judiciaire depuis fin novembre, a informé les salariés de la création d'une « cellule liquidative » de 35 personnes, venant des services ressources humaines et informatique, dans le cadre d'une « prestation grands licenciements ». « C'est un immense gâchis, tout est allé très vite, les gens sont écoeurés... » dénonce Françoise Charentus, déléguée FO – syndicat majoritaire – et élue au CSE, espérant, sans trop y croire, que « le tribunal accorde un délai et exige de la direction qu'elle obtienne des actionnaires le versement d'une prime supra-légale, prix du préjudice subi par le personnel ».

À LIRE AUSSI

Les entreprises françaises face au mur de la dette

Une stratégie qui a échoué

Auparavant nommée Toupargel, l'entreprise, alors déjà en redressement judiciaire, avait été reprise en janvier 2020 par la holding Agihold des frères Léo et Patrick Bahadourian, cofondateurs et actionnaires de la florissante enseigne Grand Frais. La société a été rebaptisée Place du Marché en 2021, dans l'idée notamment d'étendre sensiblement son offre au-delà du surgelé, vers les produits frais et l'épicerie. Certains produits distribués provenaient d'ailleurs des mêmes fournisseurs que Grand Frais. Le projet visait aussi à accélérer les ventes en ligne, alors que l'entreprise a bâti son modèle sur les ventes par téléphone.

Mais la stratégie a échoué. « D'abord, la moyenne d'âge de notre clientèle est assez élevée, beaucoup ont plus de 70 ans et n'ont pas accès ou ne savent pas se servir d'Internet. Le changement de nom l'a aussi perturbée. Et au final, la grande majorité venait pour les surgelés », explique Lise Delaizé, déléguée CGT, elle-même télévendeuse depuis 24 ans. Une centaine de centres d'appels maillait ainsi le territoire, notamment les zones rurales, d'où partait une partie des livraisons à domicile, acheminées depuis trois grandes plateformes.

humain », s'est émue une ancienne cliente dans une pétition ayant recueilli 11 700 signatures mardi. « Le modèle n'a pas évolué depuis 30 ans, d'autres alternatives ont vu le jour depuis, notamment le drive. Même dans les zones rurales, les gens ont pris l'habitude du « one stop shopping », où ils trouvent tous les produits nécessaires en un même lieu. En outre, il n'y a pas eu de renouvellement de la clientèle », observe Yves Marin, associé au cabinet de conseil Bartle, spécialiste de la grande consommation.

À LIRE AUSSI

Calvados : une entreprise ferme ses portes et rouvre le même jour

De 271 millions d'euros en 2017, à 200 millions en 2021-2022

« Rares sont les entreprises issues de la grande distribution ayant vraiment réussi à basculer vers le digital. Les principaux succès du e-commerce sont le fait d'acteurs nouveaux », confirme un autre consultant du secteur. « Terre d'élection des enseignes comme (celle de hard discount) Lidl, les zones plus rurales sont aussi très sensibles au prix », poursuit-il, pointant également la nécessité, dans la livraison à domicile, de respecter des horaires précis, ce que réussit parfaitement, selon lui, la start-up néerlandaise Picnic, qui s'implante en France.

Autant d'éléments contraires qui ont nourri une chute des ventes, passées de 271 millions d'euros en 2017 à 200 millions en 2021-2022. La liquidation, si elle est confirmée, va entraîner un des plus importants plans sociaux de ces derniers mois, après la liquidation de l'enseigne textile Camaïeu en septembre (2 100 salariés) et les 1 200 emplois supprimés (sur 2 300) annoncés fin décembre chez Scopelec, groupe spécialisé dans les technologies de communication.

À LIRE AUSSI

Ohayon, le mystérieux homme d'affaires qui a racheté Camaïeu et Go Sport

LA RÉDACTION DU POINT VOUS CONSEILLE

- Scopelec : une coopérative en quête de rédemption à Lyon
- Arrachage à Bordeaux – La casse était prévisible

SOCIÉTÉ

